



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation en Guadeloupe

Question au Gouvernement n° 4543

Texte de la question

SITUATION EN GUADELOUPE

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot. Monsieur le Premier ministre, en Guadeloupe, en pleine pandémie, il n'y a pas d'eau pour se laver les mains. Les habitants s'approvisionnent avec des citernes qu'ils ont eux-mêmes payées ou avec des tours d'eau. Les enfants ratent jusqu'à un mois et demi de cours par an car il n'y a pas d'eau à l'école. Les nappes phréatiques sont polluées au chlordécone, qui empoisonne les corps et les terres.

Mais rassurez-vous, le RAID et le GIGN sont sur place. *(Murmures sur les bancs LaREM.)*

En Guadeloupe, au pic de l'épidémie, il n'y avait pas de masques, pas de tests, pas de médicaments, pas de respirateurs. L'été dernier, à l'hôpital de Pointe-à-Pitre, on comptait seulement deux infirmiers pour 100 patients. Avec 20 % de lits en moins, l'hôpital était devenu un mouiroir.

Mais rassurez-vous, le RAID et le GIGN sont sur place.

En Guadeloupe, le taux de chômage s'élève à 17 % et 60 % des moins de 30 ans n'ont pas d'emploi. Un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Pourtant, les prix de l'alimentaire sont supérieurs de 32 % à ceux de la France hexagonale.

Mais rassurez-vous, le RAID et le GIGN sont sur place.

Monsieur le Premier ministre, vous auriez pu investir dans l'hôpital public, dans les canalisations en ruine, dans la dépollution des terres. Vous auriez pu déclencher en urgence le plan ORSEC Eau potable, bloquer les prix sur les produits de première nécessité, écouter les revendications de la population qui, ne vous en déplaise, débordent largement les seules questions sanitaires. *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.)*

Mais non ! À la place, vous instaurez un couvre-feu arbitraire et envoyez le RAID et le GIGN, comme s'il fallait faire face à des ennemis de la République. Or la matraque n'a jamais été une réponse à la colère sociale.

Monsieur le Premier ministre, si vous voulez la paix et le rétablissement de l'ordre républicain, comme votre ministre l'a dit avec outrage et mépris, commencez par mettre un terme à la maltraitance sociale de nos compatriotes guadeloupéens ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.)* En Guadeloupe et en Martinique, la situation est très grave. Vous devez impérativement choisir la désescalade et le dialogue. On ne lutte pas contre une épidémie en réprimant le peuple ! *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. La parole est à M. Jean-Michel Blanquer, représentant le Premier ministre.

M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. Madame Mathilde Panot, mon premier élément de réponse, c'est notre solidarité à l'égard de l'ensemble du peuple guadeloupéen dans les circonstances difficiles qui sont les siennes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Nous devons tous, vous comme nous, en responsabilité, appeler au calme et à l'ordre pour apporter des solutions aux problèmes qui peuvent exister dans la société guadeloupéenne.

Vous avez énuméré ces problèmes et votre rhétorique ne m'a pas échappé.

Vous avez parlé de l'hôpital public et de ses difficultés, qui sont bien réelles. Mais c'est ce Gouvernement qui investit 600 millions d'euros pour un nouvel hôpital public en Guadeloupe, les Guadeloupéens le savent très bien, et ils savent aussi que cela ne se fait pas du jour au lendemain et que des problèmes très anciens commencent à trouver une solution.

Vous avez mentionné le problème de l'eau, vous avez raison, c'est une vraie difficulté. Quel gouvernement y apporte une solution ?

Mme Mathilde Panot. Pas le vôtre !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Ce gouvernement a investi 100 millions d'euros, alors qu'il s'agit d'une compétence des collectivités locales.

Mme Mathilde Panot. Il faut 2 milliards !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Nous agissons dans la solidarité et l'unité avec les autorités compétentes, sans créer de cloisonnement entre les autorités locales et l'État. Aujourd'hui, vouloir souffler sur les braises n'est pas responsable, car le premier droit des Guadeloupéens est de vivre dans l'ordre public. Et comme toujours, l'ordre public protège tout le monde, particulièrement les plus faibles. Vous êtes mal placés pour critiquer le fait que nous ayons envoyé les forces de l'ordre. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI. - Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Finalement, vous encouragez le désordre. Comme d'habitude, ce que vous voulez, c'est souffler sur les braises ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe FI. – Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*) Dès qu'il y a un problème quelque part, vous avez envie de l'exploiter, vous n'aimez pas les solutions, vous aimez les problèmes.

M. Alexis Corbière. Ce n'est pas digne d'un Premier ministre !

M. Jean-Michel Blanquer, ministre. Les solutions, je viens de les indiquer, les problèmes, vous aimez les souligner. Les Guadeloupéens, avec leurs élus, sont évidemment désireux de sortir de cette situation trop chaotique. Nous sommes déterminés, fermes. Aujourd'hui, ceux qui essuient des tirs à balles réelles sont les forces de l'ordre, et c'est cela qui devrait vous scandaliser. Soyons tous unis avec les Guadeloupéens pour le retour à un ordre public républicain. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

M. Pierre Cordier. Comme il est bon !

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4543

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et sports

Ministère attributaire : Éducation nationale, jeunesse et sports

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [24 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 novembre 2021](#)